



Conseil économique et social

Distr. générale
19 septembre 2016
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants

Reprise de la cinquante-neuvième session

Vienne, 30 novembre-2 décembre 2016

Point 3 de l'ordre du jour

Directives de politique générale pour le programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et renforcement du programme contre la drogue ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Reprise de la vingt-cinquième session

Vienne, 1^{er} et 2 décembre 2016

Point 3 a) de l'ordre du jour

Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique: travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Note du Secrétariat

Additif

Résumé

La présente note a été établie en application de la décision 2015/234 du Conseil économique et social, dans laquelle le Conseil a prorogé jusqu'au premier semestre 2017 le mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ainsi que des résolutions 52/13, 54/10, 54/17, 56/11 et 58/1 de la Commission des stupéfiants et des résolutions 18/3, 20/1, 20/9, 22/2 et 24/1 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Elle rend compte des travaux menés par le groupe de travail entre le 9 juin 2016 et le 23 septembre 2016. Ceux qu'il a effectués pendant la période précédente, du 9 novembre 2015 au 18 janvier 2016, ont été présentés dans le document E/CN.7/2016/3-E/CN.15/2016/3.



I. Délibérations

1. Entre le 9 juin et le 23 septembre, le Groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a tenu deux réunions informelles. Il a poursuivi l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour approuvé par le Conseil économique et social dans sa décision 2015/234, par la Commission des stupéfiants dans sa résolution 52/13 et par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale dans sa résolution 18/3, conformément à son mandat figurant en annexe à ces résolutions, ainsi qu'aux dispositions des résolutions 54/10, 54/17, 56/11 et 58/1 de la Commission des stupéfiants et des résolutions 20/1, 20/9, 22/2 et 24/1 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

2. À la réunion qu'il a tenue le 9 juin, le Groupe de travail a examiné son projet de calendrier de réunions et son programme de travail provisoire jusqu'à fin novembre 2016. Plusieurs délégations ont proposé des points à inscrire au programme, notamment la transversalisation de la problématique hommes-femmes dans les pratiques, politiques et programmes de l'ONUDC et les activités menées par l'Office pour réaliser l'égalité des sexes en son sein. Les dernières informations concernant le Programme régional pour l'Asie du Sud-Est pour la période 2014-2017, y ont été présentées, notamment les activités, les bénéficiaires, les dépenses inscrites au budget, la mobilisation de fonds, les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et les réponses apportées pour y remédier. Les partenariats importants noués dans la sous-région avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, les pays du Mékong et le Processus de Bali sur le trafic de migrants, la traite des personnes et la criminalité transnationale qui y est associée ont également été évoqués. Le Directeur de la Division de la gestion de l'ONUDC a présenté la situation financière de l'Office aux délégations, notamment l'évolution, de 2010 à 2017, des fonds à des fins spéciales, des dépenses d'appui au programme et des fonds à des fins générales ainsi que l'exécution du budget en 2015, ventilé par source de financement et par région. D'une manière générale, on a noté un taux d'exécution budgétaire de 81 % et de véritables réductions de coût obtenues grâce à une gestion stricte des bureaux extérieurs, à des mesures d'économie et à un soutien accru de plusieurs pays hôtes. Début mai 2016, un taux d'exécution de 21 % des fonds à des fins spéciales a été enregistré. La faiblesse relative de ces taux s'explique notamment par les difficultés techniques que posent Umoja, le report de certaines activités, les retards dans la passation des marchés, l'évolution des stratégies des donateurs et des partenaires gouvernementaux et les questions liées à la sécurité dans les zones en conflit ou sortant d'un conflit. Une baisse des fonds à des fins générales était attendue en 2016. Le Directeur de la Division de la gestion a également rendu compte de l'application du principe de recouvrement intégral des coûts dans les bureaux extérieurs, ainsi que de la préparation du budget ordinaire pour l'exercice 2018-2019. En réponse aux questions et aux observations qui leur ont été adressées, les Directeurs de la Division de la gestion, de la Division des opérations et de la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques de l'ONUDC ont reconnu que les prévisions à la baisse auraient une incidence sur le recouvrement intégral des coûts et les recettes au titre de l'appui aux programmes et que par conséquent, un suivi plus poussé s'imposait.

3. À la même réunion, le Secrétariat a présenté le Programme commun de traitement et de prise en charge des toxicomanes que mettaient en œuvre l'ONUDDC et l'Organisation mondiale de la Santé et dont l'objectif était d'intégrer, dans les systèmes nationaux de santé publique et de protection sociale, les mesures de lutte contre la toxicomanie, notamment par la collecte de données, le renforcement des capacités, le déploiement de services de traitement de la toxicomanie, la mise au point d'outils et la promotion d'activités de sensibilisation. L'attention du Groupe a également été appelée sur la baisse progressive des fonds depuis 2009 et la réduction du nombre de donateurs. Une présentation générale des travaux du Groupe de l'évaluation indépendante de l'ONUDDC a également été faite, avec un accent sur l'évaluation qui doit être faite de chacun des programmes de l'Office. Les délégations ont également eu un aperçu des outils de gestion des connaissances mis à disposition pour faciliter l'analyse de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, tels que le portail de gestion des connaissances pour la mise en commun de ressources électroniques et de lois contre la criminalité (SHERLOC), le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire et les outils devant être utilisés pour lutter contre le trafic de biens culturels.

4. À la réunion du 23 septembre, le Directeur de la Division de la gestion a brièvement informé les délégations de la situation financière de l'Office faisant observer que, par rapport à 2014, le taux d'exécution enregistré en 2015 était légèrement plus faible et que, en ce qui concernait les fonds à des fins générales, la situation était critique, les recettes de 2015 étant inférieures aux dépenses effectives. Il a en outre présenté au Groupe de travail des prévisions relatives à l'exécution du budget en 2016, estimant que les taux d'exécution devraient être sensiblement les mêmes qu'en 2015. Le Directeur a par ailleurs réaffirmé la nécessité d'une application et d'un suivi systématiques du principe du recouvrement intégral des coûts et indiqué que l'idée fondamentale qui sous-tendait la répartition des dépenses d'appui aux programmes était de couvrir les coûts indirects. Il a décrit les différentes étapes de l'élaboration du budget ordinaire pour l'exercice biennal 2018-2019, y compris l'approbation de l'esquisse budgétaire par l'Assemblée générale en décembre 2016. Un budget à croissance zéro était prévu pour cette période. Umoja était en phase de stabilisation et devrait être normalisé avant fin 2016. À la place de l'ancienne plate-forme Profi de suivi des programmes, un tableau de bord avait été conçu et mis à la disposition des États Membres. Plusieurs délégations ont recommandé l'introduction d'une certaine souplesse dans l'emploi des fonds d'appui aux programmes dans les bureaux extérieurs et ont fait part de leur souhait de voir les États Membres associés à la procédure d'approbation du budget ordinaire pour l'exercice biennal 2018-2019. L'importance d'un budget fonctionnel à l'ONUDDC, mettant en relation dépenses et résultats concrets, a été mentionnée.

5. À la même réunion, le Chef du Service des relations publiques et de l'appui à l'élaboration des politiques de l'ONUDDC a donné des exemples de transversalisation de la problématique hommes-femmes dans l'Office, notamment une note d'orientation sur la prise en compte généralisée de la question de la parité des sexes dans ses activités, ainsi qu'une liste d'outils conçus pour répondre à ces préoccupations dans les domaines de la prévention, du traitement et de la réadaptation, du VIH/sida, de la justice pénale et de la prévention de la criminalité. Le Directeur de la Division de la gestion a présenté les engagements pris en faveur de l'égalité des sexes, notamment l'objectif de parité des sexes (50-50) fixé par le

Secrétaire Général, les cibles énoncées dans la lettre de mission signée par le Directeur exécutif et le Secrétaire général et la stratégie en la matière mise en place à l'échelle du Secrétariat. L'ONUDC était également intervenue en matière de recrutement, en intensifiant ses activités de promotion, en contrôlant plus rigoureusement les procédures de sélection, en désignant des coordonnateurs pour les questions relatives aux femmes pour mieux sensibiliser et mobiliser autour de la question et en donnant des conseils aux responsables des postes à pourvoir. Il a également pris des mesures concernant l'organisation des carrières, l'accompagnement professionnel et la promotion de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Les coordonnateurs pour les questions relatives aux femmes désignés par l'ONUDC ont informé le Groupe de travail sur leur rôle et leurs activités. Les délégations se sont félicitées de voir le Secrétariat réagir plus favorablement aux demandes d'information qu'elles lui avaient adressées sur les questions d'égalité entre les sexes et ont souhaité poursuivre le dialogue sur les mesures qui pourraient encore être adoptées pour améliorer l'équilibre géographique et la représentation équitable des sexes au niveau de la direction de l'ONUDC, y compris au niveau des représentants hors siège.

6. Enfin, à la même réunion, le Groupe de travail a reçu des informations à jour sur le Programme de lutte contre la criminalité maritime que mène l'ONUDC au niveau mondial et le programme de travail du Service de la lutte contre la corruption et la criminalité économique de l'Office. Il a également été informé des résultats d'un examen collégial de son système d'évaluation, mené dans le cadre du Réseau sur l'évaluation du développement (EvalNet), qui dépend du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation.

II. Questions d'organisation et d'administration

7. Pendant la période considérée, le Groupe de travail a tenu deux réunions informelles, le 9 juin et le 23 septembre. Des réunions supplémentaires sont prévues le 25 octobre et le 11 et le 28 novembre.

8. Le Secrétariat a continué de fournir au Groupe de travail des documents et des informations à la fois sur support papier et sur support électronique, notamment par l'intermédiaire d'une page Web accessible au public sur le site Web de l'ONUDC et d'une page Web sécurisée réservée aux États Membres et destinée à leur donner accès à des informations utiles.